

Déclarations / communiqués

A la colère des Gilets jaunes

Ce qu'un gouvernement digne de ce nom devrait faire

mardi 4 décembre 2018



DÉCLARATION DE JACQUES CHEMINADE, PRÉSIDENT DE SOLIDARITÉ ET PROGRÈS

(mis à jour le 12 décembre 2018)

Cliquez sur le tract pour télécharger le pdf :

À la colère des Gilets jaunes Ce qu'un gouvernement digne de ce nom devrait faire

Jacques Cheminade, le mardi 4 décembre 2018

Votre mouvement se bat pour un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, qui est le principe constitutionnel de notre République.

Ce qu'un gouvernement digne de ce nom devrait faire, c'est agir en vertu de ce principe. Cela n'a pas été fait depuis notre soumission à une Europe et à un monde de l'argent. Votre combat rompt la fatalité et crée les conditions pour faire émerger un projet commun.

Notre défi est de faire vite, car il y a urgence, et d'aller au fond des choses, jusqu'au cœur de l'injustice.

Tout d'abord, pour répondre à vos justes demandes :

1 Annulation des hausses de taxes sur les carburants, tant celles appliquées en 2018 que celles prévues pour le 1^{er} Janvier 2019. Annulation et pas simplement moratoire : c'est la réponse immédiate à ceux qui tentent de mettre la « transition énergétique » sur la dos de tous ceux qui ont besoin de leur voiture pour travailler, de fioul pour se chauffer et du gazole non routier pour leurs tracteurs.

2 Hausse du SMIC mensuel net pour 35 heures, après déduction de la CSG et CRDS, à 1 400 euros, dont une augmentation tout de suite à 1 300 euros. Il s'agit d'une hausse justifiée d'environ 20% et 10% respectivement, moindre que celle de 30% décidée après les conclusions de Grenelle de mai 1968. Dans ce contexte, aucun revenu, y compris toutes les pensions, ne pourra être lui-même inférieur au seuil de pauvreté porté à 1100 euros net. Ces hausses stimuleront la demande de biens et de services. Elles devront bien entendu s'accompagner de mesures de soutien aux petits patrons, à définir avec eux.



3 Compensation pour l'Etat par un rétablissement de l'ISF sur les revenus financiers et une véritable lutte, avec plus de moyens, contre l'évasion fiscale.

4 Réexamen de toute la politique de transition énergétique, qui ne doit en aucun cas être punitive pour les moins aisés et qui doit tenir compte de la réalité : le diesel actuel émet beaucoup moins de CO2 et les concentrations d'oxyde d'azote et de particules ont fortement baissé.

Photo pour le mouvement SP

JCheminade
@JCheminade
CheminadeOfficial

Le mouvement avec Jacques Cheminade
Solidarité & progrès SP
www.solidariteetprogres.org | BP27 92114 Clichy cedex | 01 76 69 14 50

Votre mouvement se bat pour un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, qui est le principe constitutionnel de notre République.

Ce qu'un gouvernement digne de ce nom devrait faire, c'est agir en vertu de ce principe. Cela n'est pas fait. Car notre soumission à une fausse Europe et au monde de l'argent dure depuis des décennies.

Votre combat rompt la fatalité et ouvre la voie à un projet commun.

Notre défi est de **faire vite**, car il y a urgence, et d'aller au fond des choses, jusqu'au cœur de l'injustice.

Emmanuel Macron vient de décréter « **l'état d'urgence économique et social** ». Sans en tirer les conclusions. Prenons-le au mot.

Tout de suite :

Annuler les hausses de taxes so-disant écologiques sur les carburants, tant celles appliquées en 2018 que les suivantes. C'est la réponse immédiate à

ceux qui tentent de faire porter le poids de la « transition énergétique » à tous ceux qui ont besoin de leur voiture pour travailler, de fioul pour se chauffer et de gazole non routier pour leurs tracteurs.

Hausse du SMIC mensuel net pour 35 heures, après déduction de la CSG et CRDS, à 1300 euros tout de suite et 1400 euros dès le 1er juillet 2019. Il s'agit d'une hausse justifiée d'environ 10 % et 20 % respectivement, moindre que celle de 35 % décidée après les conclusions de Grenelle de mai 1968. Ces hausses stimuleront la demande de biens et de services. Elles devront bien entendu s'accompagner de mesures de soutien aux petits et moyens patrons, à définir avec eux.

Aucune retraite ne doit être inférieure au SMIC. La hausse du niveau de vie médian doit permettre de fixer le seuil de pauvreté à 1100 euros.

Aucune mesure de justice sociale ne doit être rognée par l'inflation, afin de ne pas remettre en cause l'amélioration du pouvoir d'achat ainsi apportée.

Compensation pour l'Etat par un **rétablissement de l'ISF** sur les revenus financiers et **une véritable lutte contre l'évasion et la fraude fiscales**, avec plus de moyens et des réquisitions si nécessaire.

Réexamen de toute la politique de transition énergétique. Pour commencer, elle ne doit en aucun cas être punitive pour les moins aisés et doit tenir compte de la réalité : le diesel actuel émet beaucoup moins de CO2 et les concentrations d'oxyde d'azote et de particules ont fortement baissé.

Réexamen, avec les responsables des mouvements de jeunes, de tout le système d'Education nationale, pour une véritable égalité des chances dans l'accès à l'enseignement supérieur. Nous n'avons pas le droit de continuer à laisser au bord de la route ceux qui devraient être une chance supplémentaire pour notre République.

Face à ces justes demandes, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, répond : « *Il n'y a pas, comme on vous disait, de planche à billets, l'Etat ne crée pas d'argent. Donc on ne peut pas tout faire.* » C'est faux. L'argent, ça se crée. Aujourd'hui, c'est le système financier qui le fait, pour gaver les banques et la Bourse en espérant les sauver. Hier, au moment des Trente Glorieuses, c'est l'Etat qui le faisait sous forme de crédit public. Le défi est de rétablir ce pouvoir pour servir une économie humaine, créatrice de ce qui est nécessaire pour vivre. Le crédit crée ainsi les conditions de production permettant son remboursement :

Redonner priorité au financement des infrastructures, des entreprises productives, des services publics, de l'école, de l'hôpital et du laboratoire, tout ce qui est nécessaire pour **équiper l'Homme et la nature.**

Pour cela, **ôter le pouvoir que les marchés financiers, la City, Wall Street et leurs collaborateurs français exercent sur l'économie, nous conduisant au désastre économique et social.** Votre engagement est celui du bien commun, donc à l'opposé des « féodalités financières ». L'Union européenne et notre gouvernement sont devenus les courroies de transmission de ces féodalités. Il faut couper ces courroies ! Sans sauter dans le vide mais pour redémarrer sur d'autres bases.

Arrêter de soutenir les banques et les sociétés d'assurance qui spéculent sur les marchés financiers et détruisent la société humaine. Cela veut dire **assainir, en rendant à l'Etat sa souveraineté monétaire perdue : qu'il ne soit plus obligé d'aller sur les marchés se faire financer par les banques à des taux d'intérêt insoutenables, mais reprenne le contrôle de l'émission de crédit.** Une politique de séparation bancaire coupera le cordon ombilical entre l'Etat et les banques d'affaires qui jouent sur les marchés financiers.

Cet assainissement étant effectué, on pourra passer sans inflation à **l'émission de crédit public pour financer, à des taux d'intérêt raisonnables, des entreprises qui travaillent pour le bien commun, et non des spéculateurs. Une banque nationale, intégrant au sein de son conseil d'administration des représentants du peuple et pas seulement des « experts financiers », sera la locomotive et la tour de contrôle politique de cette mobilisation.**

Ce ne sont pas les sociétés du CAC40 et les hyper-métropoles qui créent le plus d'emplois ; **l'argent public doit aller vers les collectivités territoriales, les PME et les ETI** qui, elles, le font sur tout le territoire. Il faut **rétablir une politique d'aménagement du territoire**, qui rapproche création d'emplois et logements disponibles.

Bien évidemment, la France et nous-mêmes ne pouvons pas le faire tout seuls. Il faudra **nous mobiliser pour un nouvel ordre économique et monétaire international, gagnant-gagnant**, qui ne soit pas comme aujourd'hui une table de jeu où les gagnants raflent toute la mise et nous mènent à la guerre.

Ce sont des pistes que j'ouvre ici. Aucun projet ou programme ne peut tomber du ciel. Des « *Sociétés d'amis* », comme à la veille de la Révolution française mais en beaucoup mieux grâce à internet et aux réseaux sociaux, doivent se réunir pour en discuter.

C'est dans ce dialogue productif que se trouve aussi la meilleure défense pour contrer et arrêter tous ceux qui jouent le pourrissement et isoler les casseurs de tout bord.

Bien entendu, c'est à vous, Gilets jaunes, d'organiser un mouvement de colère qui doit devenir une lame de fond positive. Répétons-le, rien ne peut tomber du ciel. Mais toutes les forces de changement doivent se rassembler : l'unité dans la multiplicité, le respect mutuel pour les idées, c'est ce qui nous permettra de **gagner, au-delà de nos propres espérances.**
